



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 39 – Du 14 octobre au 20 octobre 2022

En bref

Afghanistan : Le barrage de Tori devrait être achevé dans les six mois.

Bangladesh : L'accès au marché alimentaire européen est désormais restreint pour le Bangladesh suite à la découverte d'agents nocifs dans les importations bangladaises. Les recettes publiques reculent de 13% lors du premier trimestre de l'année budgétaire en cours. Le FMI est sur le point d'entamer les négociations du prêt de l'ordre de 4,5 Mds USD avec le Bangladesh.

Bhoutan : En août, l'inflation se réduit légèrement en glissement trimestriel.

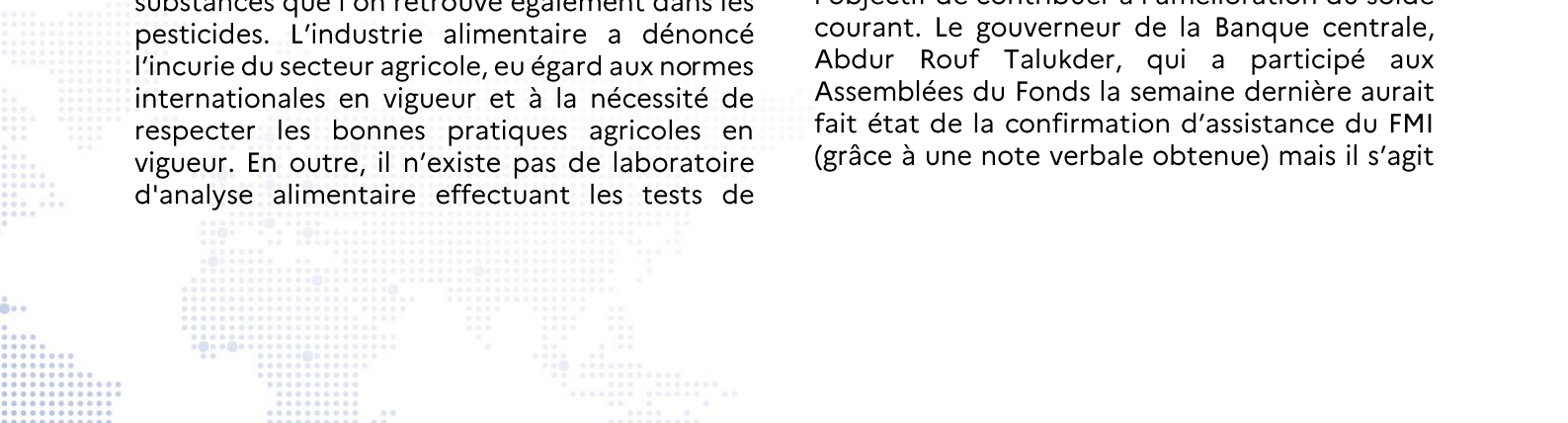
Inde : **Indicateurs macro-économiques** : Nouveau sondage Reuters sur les perspectives économiques indiennes. 415 millions de personnes sorties de la pauvreté en 15 ans, selon le PNUD. **Politique budgétaire** : Intensification du programme de cessions d'actifs. **Politique commerciale** : Baisse des exportations indiennes vers les Etats-Unis, la Chine et les Emirats Arabes Unis (EAU) au mois de septembre. **Informations sectorielles** : Adani Defence Systems & Technologies Ltd. (ADSTL). Un trafic domestique toujours en-deçà des valeurs prépandémiques.

Maldives : Fitch dégrade la perspective assortie à la note souveraine des Maldives de B-, stable à B-, négative. Croissance projetée à 13,0% par la Banque centrale sur l'année.

Népal : Réduction de la pauvreté au Népal entre 2011 et 2019.

Pakistan : Echec du 2^{ème} appel à l'aide d'urgence porté par les Nations-Unies. Le ministre des Finances Ishaq Dar annonce qu'il cherche à rééchelonner 27 Mds USD de dette due à la Chine. Le Premier ministre réclame non plus « des réparations » mais une « justice climatique » pour le Pakistan et dit vouloir « de l'aide et non des rééchelonnements de dettes ». Ishaq Dar évoque les séances de travail avec le FMI s'agissant d'une éventuelle renégociation du programme de l'EFF avec le FMI et d'un nouveau programme destiné aux pays ayant connu des catastrophes naturelles. Le déficit commercial est en diminution de 21,4% au cours des trois mois de l'exercice fiscal 2022-2023. Une ligne électrique de 110 MW reliant le Pakistan à l'Iran pourrait être la première phase du renouveau des relations économiques entre les deux républiques islamiques.

Sri Lanka : Contraction de l'industrie (PMI à 42,6) et légère expansion des services (PMI à 51,2) en septembre. Subventions de 6 MUSD de la KOICA et de 8,6 MUSD du gouvernement du Japon.



Afghanistan

Le barrage de Tori devrait être achevé dans les six mois

Le barrage de Tori, d'une largeur de 70 mètres, situé dans la province de Zabul, est sur le point d'être terminé dans les six prochains mois. L'infrastructure, dont les coûts équivalent à 1,1 M EUR, permettra d'irriguer 242 hectares, produire 100 kilowatts d'électricité pour la région environnante et détient une capacité de stockage de l'ordre de 2,9 millions de mètres cubes d'eau.

Le ministre de l'Eau et de l'Energie Taliban met en exergue le financement national de la construction qui s'effectue grâce aux fonds propres d'une entreprise afghane. Il insiste également sur la volonté de travailler de manière endogène sur ce type de projet, qui selon lui ne nécessite pas d'assistance étrangère. Le barrage, une fois opérationnel, devrait permettre de renforcer les capacités agricoles de la région et ainsi bénéficier à une large population.

Bangladesh

L'accès au marché alimentaire européen est désormais restreint pour le Bangladesh suite à la découverte d'agents nocifs dans les importations bangladaises

L'Union européenne a récemment entrepris des restrictions aux importations de produits agricoles et alimentaires en provenance du Bangladesh, à la suite de détections récurrentes d'éléments à risque, au sein de cargaison de riz. En effet, la Suède a été le premier pays à avoir lancé l'alerte, dans le sillage de l'identification de deux bactéries excédant les seuils autorisés, substances que l'on retrouve également dans les pesticides. L'industrie alimentaire a dénoncé l'incurie du secteur agricole, eu égard aux normes internationales en vigueur et à la nécessité de respecter les bonnes pratiques agricoles en vigueur. En outre, il n'existe pas de laboratoire d'analyse alimentaire effectuant les tests de

standards au Bangladesh, notamment pour les légumes, par conséquent de nombreux produits d'exportation se révèlent non-conformes aux normes après avoir été testés dans les pays de destination. Les produits agricoles et alimentaires ont donné lieu à des exportations de 1,16 Md USD lors de l'exercice budgétaire précédent.

Les recettes publiques reculent de 13% lors du premier trimestre de l'année budgétaire en cours

Le premier trimestre de l'année budgétaire en cours voit les recettes publiques s'amenuiser de 13% contre une progression de 17% en g.a. sur la période correspondante de l'exercice 2021/2022. Selon les économistes, pour atteindre l'objectif fixé de recettes pour le budget 2022/23, soit 3,70 Lakh crore Tk (33 Mds USD), la collecte devrait être augmentée d'au moins 31 %, progression qui semble ambitieuse au vu de la conjoncture économique actuelle. En effet, le pouvoir d'achat des ménages a diminué en raison de la hausse des prix des marchandises sur le marché intérieur, qui exerce une incidence sur la demande et partant la collecte de la taxe sur la valeur ajoutée au niveau local. Par conséquent, l'évolution des recettes affiche une tendance à la baisse au cours du premier trimestre de l'exercice 2022-23.

Le FMI est sur le point d'entamer les négociations du prêt de l'ordre de 4,5 Mds USD avec le Bangladesh

Une délégation du FMI se rendra à partir du 26 octobre au Bangladesh afin de débiter les négociations avec le ministère des Finances et la Banque centrale (Bangladesh Bank), d'un prêt à hauteur de 4,5 Mds USD, dans le cadre de la nouvelle facilité Resilience and Sustainability Trust. La demande de prêt s'effectue dans une optique de réduction des contraintes de finances publiques du pays, mais également dans l'objectif de contribuer à l'amélioration du solde courant. Le gouverneur de la Banque centrale, Abdur Rouf Talukder, qui a participé aux Assemblées du Fonds la semaine dernière aurait fait état de la confirmation d'assistance du FMI (grâce à une note verbale obtenue) mais il s'agit

désormais d'initier la procédure de négociation des clauses du prêt.

Bouthan

En août, l'inflation se réduit légèrement en glissement trimestriel

Selon les statistiques du Bureau National (NSB, National Statistics Bureau), pour le mois d'août dernier, l'augmentation des cours des denrées alimentaires a contribué à 44% de l'inflation globale, avec une hausse de 5,20%, contre une contribution des produits non-comestibles de 56% assortie d'une hausse de 5,95%. Ces taux de progression, bien qu'élevés, sont moindres par rapport à ceux de juillet dernier (+5,82% pour l'alimentation et +7,29% pour les produits non-alimentaires), marquant une légère amélioration de l'inflation. Il convient de noter qu'en 2020 et 2021, les denrées alimentaires étaient les principaux facteurs de l'inflation, avec respectivement 90% et 60%, tendance s'étant inversée avec la hausse des prix du carburant.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Nouveau sondage Reuters sur les perspectives économiques indiennes

Selon le sondage Reuters pour le mois d'octobre, les performances de l'économie indienne devraient s'inscrire bien en-deçà de leur potentiel ces deux prochaines années. Aussi, l'inflation devrait se maintenir au-dessus de la cible de la RBI malgré la remontée des taux directeurs.

L'agence estime également que la croissance indienne, bien qu'elle soit plus forte que dans la plupart des autres pays émergents, restera insuffisante pour créer suffisamment d'emplois.

Reuters prévoit une croissance de 6,0 % pour le deuxième trimestre de l'année budgétaire en

cours (contre 13,5 % pour le précédent trimestre) ; croissance qui devrait chuter à 4,4 % au troisième trimestre. Aussi, l'agence estime que la croissance atteindra 6,9 % pour l'année en cours, une estimation légèrement supérieure à celle du FMI, à 6,8 %.

Reuters a également revu légèrement à la hausse ses estimations de l'inflation, à 6,7 % pour l'année budgétaire en cours et 5,2 % pour l'année suivante.

Le sondage anticipe également une nouvelle hausse de 50 points de base du taux directeur de la banque centrale, qui pourrait ainsi atteindre 6,4 % d'ici fin mars 2023.

415 millions de personnes sorties de la pauvreté en 15 ans, selon le PNUD

Le PNUD (Programme pour le Développement des Nations Unies), a annoncé dans un récent rapport que l'Inde avait réussi à sortir 415 millions de personnes de la pauvreté entre 2005-2006 et 2019-2021.

L'incidence de la pauvreté dans le pays est ainsi passée de 55,1 % en 2005-06 à 16,4 % en 2019-21, selon le dernier indice de pauvreté multidimensionnelle (MPI) compilé conjointement par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI). Cet indice mesure la pauvreté compte tenu de diverses privations qui touchent les personnes dans leur vie quotidienne, notamment une santé menacée, une éducation insuffisante et un niveau de vie bas.

Environ 4,2 % de la population du pays vit encore dans une pauvreté extrême (ce qui veut dire que leur score de « privation » est supérieur à 50), et environ 18,7 % - à peu près la même proportion qu'en 2015-2016 - sont vulnérables à la pauvreté (selon le MPI, cela renvoie à un score de privation compris entre 22 et 30 %). En 2019-2021, l'incidence de la pauvreté s'est établie à 21,2 % dans les zones rurales et 5,5 % dans les zones urbaines. Par ailleurs, les zones rurales abritent près de 90 % des personnes pauvres soit 205 millions d'habitants.

Sur la base des données démographiques de 2020, l'Inde compte le plus grand nombre de

pauvres dans le monde (228,9 millions), suivie du Nigeria (96,7 millions). En outre, les séquelles socio-économiques du Covid se sont traduites par des destructions d'emploi, et par conséquent une inversion de la tendance mise en exergue par le PNUD et probablement un retour de plusieurs dizaines de millions de personnes à leur niveau de vie antérieur.

Politique budgétaire

Intensification du programme de cessions d'actifs

Après avoir lancé le processus de privatisation de l'IDBI Bank, le gouvernement entend poursuivre le reste de son programme de cessions d'actifs stratégiques. Le cœur de cible du programme de privatisation comprend Container Corp. of India (Concor) et plusieurs filiales d'Air India que le gouvernement possède encore (Air India Engineering Services Ltd, Air India Airport Service Ltd, Alliance Air).

L'objectif de cession d'actifs a été fixé à 7,8 Mds USD pour l'année budgétaire en cours ; à ce stade 3 Mds USD ont déjà été cédés. La vente du reliquat de la participation du gouvernement dans Hindustan Zinc, soit 29,5% du capital, estimé à 4,3 Mds devrait permettre d'atteindre la cible affichée.

Parmi les autres entreprises qui pourraient être concernées par ce programme de « désinvestissement » figurent l'Indian Renewable Energy Development Agency Ltd (IREDA), Wapcos Ltd, une société de conseil d'ingénierie et de construction, la Shipping Corporation of India ou encore HLL Lifecare and Projects & Development India Ltd (PDIL).

Politique commerciale

Baisse des exportations indiennes vers les Etats-Unis, la Chine et les Emirats Arabes Unis (EAU) au mois de septembre

Les exportations indiennes vers les Etats-Unis, premier client de l'Inde, se sont contractées de 10,7 % en glissement annuel en septembre, tandis

que celles à destination de la Chine – deuxième client - ont diminué de 45,8 %. Les secteurs – particulièrement pourvoyeurs d'emplois - comme l'ingénierie et l'habillement sont les plus touchés.

Selon le Ministère indien du Commerce et de l'Industrie, les exportations de marchandises ont diminué pour six des dix principaux marchés de l'Inde. Outre les Etats-Unis et la Chine figurent également les EAU (-1,9 %), le Bangladesh (- 38,4 %) ou encore le Royaume-Uni (- 9,5 %). Cette situation s'explique notamment par un ralentissement de la demande globale.

L'Inde vise 470 Mds USD d'exportations de marchandises pour l'année 2022-2023.

Informations sectorielles

Secteur aéronautique

Adani Defence Systems & Technologies Ltd. (ADSTL)

ADSTL a signé le 18 octobre pour environ 50M USD des accords définitifs pour l'acquisition d'Air Works, le plus grand et le plus diversifié des MRO indépendants en Inde, avec le plus grand réseau présent dans 27 villes. Pour le groupe Adani le secteur de la maintenance, de la réparation et de la révision a un rôle crucial à jouer dans le secteur aérospatial civil et militaire. Les savoir-faire techniques détenus par Air Work mis en œuvre par un puissant groupe comme Adani créeront des économies d'échelle et d'énormes opportunités d'emploi dans un secteur à fort potentiel de développement.

Un trafic intérieur toujours en-deçà des valeurs pré-pandémiques

Le régulateur de l'aviation indienne, la Direction générale de l'aviation civile (DGCA), a publié ses données, révélant une stagnation du trafic aérien pour le mois de septembre. Alors qu'IndiGo reste le leader incontesté en termes de parts de marché, AirAsia India n'est plus la compagnie aérienne la plus ponctuelle du pays, et Akasa Air,

nouvelle venue fait un bond significatif dans son taux de remplissage.

Selon les données de septembre de la DGCA, environ 10,3 millions de passagers ont pris les airs - une augmentation de 46,5 % en glissement annuel, mais toujours derrière les chiffres de 2019 où les compagnies aériennes nationales ont transporté plus de 11 millions de passagers.

Jusqu'à présent, de janvier à septembre, environ 87,4 millions de personnes ont voyagé par avion en Inde, contre 53,1 millions pour la même période l'année dernière, soit une croissance annuelle de 64,61%. La reprise est en revanche beaucoup plus lente pour les vols internationaux (environ 65% du niveau pré covid).

Népal

Réduction de la pauvreté au Népal entre 2011 et 2019

Selon le Rapport de l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) publié par le Programme des Nations Unis pour le développement (PNUD), le Népal aurait considérablement réduit la pauvreté inhérente au pays entre 2011 et 2019 (période prépandémie). En effet, l'indice IPM était de 0,185 en 2011, puis passe à 0,111 en 2016 et finit par s'établir à 0,075 en 2019. L'assainissement et l'accès à l'eau potable sont les dimensions s'améliorant le plus sur la période revue. En effet, la population privée d'accès à l'assainissement se réduit passant de 60,6% en 2011 à 21,4% en 2019. Il semblerait que ces améliorations soient imputables à l'augmentation de la part du budget allouée au secteur de l'eau (potable et assainissement), s'établissant à 44,2 Mds NPR en 2021/22 (soit 1,3 fois plus qu'en 2016/17). Parallèlement, le gouvernement du Népal affiche une véritable volonté de lutte contre la sous-nutrition de l'enfant de moins de 5 ans avec plusieurs programmes multisectoriels ciblant les pratiques nutritionnelles, la sécurité alimentaire, l'éducation et l'assainissement/accès à l'eau portable.

Cette amélioration a sans doute été remise en cause par les implications socio-économiques du Covid.

Pakistan

Echec du 2^{ème} appel à l'aide d'urgence porté par les Nations-Unies

Un communiqué du ministère des Affaires économiques (EAD) indique que, sur les 816 M USD d'aide bilatérale demandés par les Nations Unies et destinés à de l'aide d'urgence, 200 M USD ont été promis par les Etats, 111 MUSD ont été alloués par les Etats pour une aide livrée d'une valeur totale de 88 MUSD (aide en nature et décaissements).

Le ministre des Finances Ishaq Dar annonce qu'il cherche à rééchelonner 27 Mds USD de dette due à la Chine

Après avoir déclaré que « le Pakistan ne cherchait plus à restructurer la dette des pays créanciers du Club de Paris » (dont le stock s'élève actuellement à 10,7 Mds USD), M. Ishaq Dar a déclaré le 15 octobre à la presse pakistanaise que pour faire face aux échéances financières du pays (le pays doit rembourser 35 Mds USD au cours de l'année 2023), il conviendra d'essayer de rééchelonner 27 Mds USD de dettes dues à la Chine (16 Mds USD privées -dont les dettes circulaires sur l'énergie- et 11 Mds USD publiques).

Le Premier ministre réclame non plus « des réparations » mais une « justice climatique » pour le Pakistan et dit vouloir « de l'aide et non des rééchelonnements de dettes »

Le Premier ministre pakistanais a déclaré dans l'édition du 19 octobre du Financial Times que l'objectif du Pakistan ne consistait pas à rechercher des rééchelonnements pour sa dette extérieure (environ 130 Mds USD), mais consistait à obtenir d'"énormes sommes d'argent" pour des "méga-travaux" de reconstruction, via les 32 Mds USD d'aide internationale post-catastrophe climatique espérée par le pays.

Ishaq Dar évoque les séances de travail avec le FMI s'agissant d'une éventuelle renégociation du programme de l'EFF avec le FMI et d'un nouveau programme destiné aux pays ayant connu des catastrophes naturelles

Lors de la session d'automne des institutions de Bretton Woods, selon une interview de M. Dar publiée dans la presse pakistanaise, le ministre des Finances a :

- (i) exploré la possibilité d'une renégociation concernant le programme en cours depuis juin 2019 de la Facilité élargie de Crédit du Fonds monétaire international ;
- (ii) discuté de la possibilité pour le Pakistan d'accéder au nouveau programme pour la résilience et la durabilité du Fonds destiné aux pays à revenu intermédiaire. Il pourrait accéder à ce nouveau programme du FMI au titre des besoins d'importations alimentaires afin d'acheter notamment du blé et du riz.

Le déficit commercial est en diminution de 21,4% au cours des trois mois de l'exercice fiscal 2022-2023

Le déficit commercial du Pakistan au premier trimestre (juillet-septembre) de l'exercice 2022-2023 s'est réduit de 21,4 % pour s'établir à 9,2 Mds USD, en raison d'une forte baisse des importations.

Les importations ont diminué de 12,7% (16,3 Mds USD) contre 18,72 Mds USD à la même période de 2021 ; les exportations sont restées quasiment au même niveau qu'en 2021 à 7,1 Mds USD contre 7 Mds USD à la même période l'an dernier.

Une ligne électrique de 110 MW reliant le Pakistan à l'Iran pourrait être la première phase du renouveau des relations économiques entre les deux républiques islamiques

Une délégation pakistanaise s'est rendue en Iran pour discuter de la mise en œuvre de l'accord-cadre de contre-achat signé en août 2022. Le premier point d'application de cet accord devrait permettre de payer à l'Iran la livraison d'électricité lorsque la ligne de 110 MW qui doit

approvisionner la ville portuaire de Gwadar (Baloutchistan) sera terminée.

Les travaux du côté pakistanaise progressent à un rythme rapide et le Premier ministre lui-même surveille ses progrès. Le deuxième point d'application devrait être lié à des fournitures de gaz par le gazoduc de l'Amitié dont les tuyaux arrivent à la frontière pakistanaise. On rappellera cependant que la finalisation de ce projet avait été perturbé il y a 5 ans par le versement d'une aide saoudienne conditionnée à l'arrêt du projet.

Sri Lanka

Contraction de l'industrie (PMI à 42,6) et légère expansion des services (PMI à 51,2) en septembre

L'indice PMI (*Purchasing Managers' Index*), publié par la Banque centrale (CBSL), est un indicateur reflétant la confiance des directeurs d'achat vis-à-vis des conditions de marché (un PMI >50 indique une expansion du secteur d'un mois à l'autre, un PMI <50 une contraction).

L'industrie manufacturière poursuit en septembre sa contraction, nettement accélérée : l'indice PMI sectoriel atteint 42,6 points (-7,0 en g.m.). La quasi-totalité des sous-indices chutent : les « Nouvelles commandes » (37,5 points, -11,5 en g.m.), la « Production » (39,0 points, -10,0 en g.m.), le « Stock d'achats » (38,9 points, -12,6 en g.m.) déclinent, l'« Emploi » (50,5 points, -1,5 en g.m.) progresse marginalement. Le « délai de livraison des fournisseurs » croît (51,0 points, +3,5 en g.m.) avec l'amélioration de la mobilité dans le pays avec la réduction des pénuries énergétiques. Les industriels sur le marché intérieur (en particulier dans l'alimentaire et le textile) sont confrontés à la baisse du pouvoir d'achat de la population, tandis que les industriels tournés vers l'export, jusque-là préservés, témoignent d'une moindre demande devant le risque de récession qui frappe les principales destinations. Le secteur textile, fréquemment à court de main-d'œuvre, a néanmoins soutenu l'emploi. Les industriels mentionnent toujours des difficultés d'accès aux devises étrangères, quoique la situation se soit récemment améliorée. Les anticipations pour les

trois prochains mois se dégradent, alors que ceux-ci s'apprêtent à voir la demande se contracter davantage.

Le secteur des services connaît une légère expansion en septembre pour le deuxième mois consécutif : l'indice PMI sectoriel atteint 51,2 points (-0,5 en g.m.), tiré par les « Nouvelles activités » (56,3 points, -1,0 en g.m., en particulier dans les services financiers, le logement, l'alimentaire et l'éducation), les « Activités commerciales » (58,3 points, +5,2 en g.m., en particulier dans les services financiers, les autres activités personnelles, l'éducation et l'assurance, et malgré le recul de l'immobilier, des activités postales et de livraison, et des activités de soin), et les « Prévisions d'activité » (57,8 points, +0,6 en g.m.). L'« Emploi » dans les services continue de chuter à un rythme accéléré (39,6 points, -3,7 en g.m.), alors que les recrutements sont à l'arrêt. Les « Arriérés de travail » diminuent (44,0 points, -3,8 en g.m.), bénéficiant de moindres contraintes de transport. Si les anticipations concernant l'activité s'améliorent, en prévision de la future saison des fêtes, les répondants citent plusieurs facteurs d'inquiétude, au rang desquels les contraintes sur l'approvisionnement ainsi que les multiples hausses d'impôts décidées par les autorités.

Subventions de 6 MUSD de la KOICA et de 8,6 MUSD du gouvernement du Japon

La Korean International Cooperation Agency (KOICA) entend contribuer à l'amélioration de l'employabilité de la main d'œuvre sri lankaise via le déploiement d'une plateforme d'enseignement et de formation technique et professionnelle destinée à quatre secteurs (construction, industrie, tourisme, TIC). Cette annonce fait suite à un autre accord pour une subvention de 6 M USD dans l'accès à l'eau, l'assainissement, l'hygiène, pour les habitants des provinces d'Uva et Centrale conclu fin septembre.

Le gouvernement japonais vient, quant à lui, d'annoncer une contribution pour Sri Lanka et les Maldives au bénéfice du projet *Strengthening Capacity of Border Control for Responding to Infectious Diseases* lancé par l'OIM le 17 octobre, qui bénéficiera en particulier côté sri lankais à

l'aéroport international de Bandaranaike et au port de Colombo (formation du personnel, amélioration des infrastructures et procédures de contrôle sanitaire), ainsi qu'un don de 650 000 USD pour l'association britannique et américaine HALO Trust active dans les projets de déminage au nord de l'île.

Maldives

Fitch dégrade la perspective assortie à la note souveraine des Maldives de B-, stable à B-, négative

L'affirmation de la note à B- reflète la prise en compte par Fitch d'indicateurs structurels (dont un PIB par tête élevé) et conjoncturels (forte croissance portée par une remarquable reprise du tourisme) favorables, mais la baisse de la perspective associée traduit les fragilités de l'économie, en particulier l'importance de l'endettement public et sa vulnérabilité aux chocs externes, dans un contexte où le resserrement des conditions financières mondiales intensifiera les tensions sur l'accès aux liquidités en devises. Le niveau des réserves a déjà substantiellement chuté (540 MUSD fin septembre, contre 1 Md un an plus tôt), reflétant notamment la hausse des importations, les interventions de la Banque centrale en soutien au peg, et le remboursement d'un swap avec la RBI. Fitch relève ainsi le risque qui pèse sur le service de la dette publique extérieure, qui s'élèvera à 214 MUSD en 2023 en sus de 151 MUSD pour la dette publique garantie, ainsi que sur le maintien du taux de change entre la rufiyaa et le dollar, malgré les financements bilatéraux et multilatéraux dont les Maldives devraient encore bénéficier.

Fitch projette le déficit du compte courant à 19,7% du PIB en 2022, tiré par les importations, le déficit budgétaire à 15,7% du PIB (contre 13,8% en 2021), tiré par les dépenses dans les projets d'infrastructures et le coût (2% du PIB) des subventions énergétiques, qui compensent la hausse des recettes issues du tourisme. L'introduction des mesures de hausse de la TVA et de réforme des subventions publiques devrait

permettre de réduire le déficit budgétaire à 11,8% du PIB en 2023, malgré les mesures d'harmonisation des salaires du secteur public et l'élection présidentielle. La dette publique (hors dette garantie) devrait atteindre 101,8% du PIB fin 2022 (96,2% fin 2021), et Fitch s'attend à ce que le ratio progresse dans les prochaines années avec une consolidation budgétaire lente, des déficits primaires importants et un ralentissement économique. La dette garantie a chuté à 16,1% du PIB à la fin du T1 2022 (34,7% fin 2020) après le remboursement du swap avec la RBI. La croissance est projetée à 9,5% en 2022, après 41,7% en 2021, puis à 7,5% en moyenne en 2023-2024, portée par la reprise du tourisme et l'extension des capacités d'accueil associées.

Le risque issu du secteur bancaire est enfin jugé limité. Celui-ci est bien capitalisé, et l'amélioration de l'activité économique a accru sa rentabilité. Le ratio entre les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) et le total des actifs ajustés du risque atteint 42,2% à la fin du T2 2022 (36,2% fin 2021), le ratio de prêts non-performants atteint 6,0% à la fin du T2 2022, très en-deçà du pic de 20,9% atteint dix ans plus tôt. Les banques étrangères constituent une part importante des établissements bancaires, ce qui réduit l'exposition du souverain au secteur, mais la forte dollarisation limite aussi ses capacités de soutien, en présence de faibles réserves de devises.

Croissance projetée à 13,0% par la Banque centrale sur l'année

Dans son bulletin trimestriel, la Banque centrale maldivienne (MMA) révisé la projection de croissance pour 2022 à 13,0%, soit une hausse de 1,0 point par rapport à sa précédente projection d'octobre. La MMA entend ainsi refléter la reprise du tourisme, le secteur étant demeuré résilient face aux chocs externes (fermeture des frontières chinoises, guerre russo-ukrainienne) grâce à la bonne performance des marchés traditionnels (Inde, Russie, Europe de l'Ouest notamment) et des nouveaux marchés (pays du Golfe), ce qui a porté la croissance sur le premier semestre. D'après les dernières estimations révisées du Maldives Bureau of Statistics, le PIB réel a ainsi progressé de 22,4% au T1 et de 31,2%

au T2 par rapport aux trimestres correspondants en 2021. Le secteur touristique pourrait aussi bénéficier dans les prochains mois de la reprise annoncée de liaisons aériennes avec la Chine, malgré des risques importants liés à la conjoncture économique mondiale.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	B-	Négative	B-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Négative	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international